Bonacci, Giulia. — *Exodus !*

Alain Gascon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14111>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.14111
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2010
Pagination : 333-338
ISBN : 978-2-7132-2251-1
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Gascon, « Bonacci, Giulia. — *Exodus !* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 197 | 2010, mis en ligne le 21 avril 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14111> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14111>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Bonacci, Giulia. — *Exodus !*

Alain Gascon

RÉFÉRENCE

BONACCI, Giulia. — *Exodus ! L'histoire du retour des Rastafariens en Éthiopie*. Paris, Scali, 2008, 766 p., ill., bibl., discogr., gloss., index, annexes.

- 1 Ce gros ouvrage (766 pages) est tiré d'une thèse, dirigée par Elikia M'Bokolo et soutenue à l'École des hautes études en sciences sociales en 2007. L'auteure a voulu abréger (et on la comprend aisément) le temps, très long, et toujours trop long, qui sépare la soutenance de la publication : dans son cas, c'est seulement six mois ! Le pari n'était pas facile à tenir et il a été, dans son ensemble, tenu, mais c'est le revers de la médaille, il y a parfois des paragraphes touffus et foisonnants. Certes, l'index, le glossaire et les annexes facilitent la compréhension de ce gros volume. Les notes, très abondantes et regroupées à la fin de l'ouvrage, ne sont donc pas de consultation commode. Des cartes, parfois trop petites, des plans et des photographies, peu connues et très intéressantes, accompagnent le développement. La bibliographie est impressionnante et la discographie bien plus encore. Remarquons également que l'auteure témoigne de compétences linguistiques étendues : dans ses enquêtes, elle passe de l'anglais (de diverses origines), au parler rasta (*I talk*) et à l'amharique¹ tout en rédigeant en français. Elle a accompli un minutieux travail de traduction des textes (prières, hymnes, chansons) rasta dont les graphies, tournures contournées, proches du jeu de mot, voire du calembour, posent de délicats problèmes d'interprétation pour les rendre compréhensibles à un profane.
- 2 G. Bonacci suit, pas à pas, le long exode/retour des Rastafariens et nous transporte de Shashamané, dans le Rift, à 250 km au sud d'Addis Ababa, à la Jamaïque, à Accra au Ghana, à Londres et aux États-Unis. Elle brasse une galerie impressionnante d'acteurs — un corpus de 169 entretiens avec des migrants « rapatriés » entre 1950 et 2003 — que nous avons parfois du mal à situer dans le temps et l'espace. Peut-être, la présentation aurait-elle gagné à être abrégée dans le courant du texte pour être regroupée en

annexe au risque, il est vrai, d'augmenter encore le nombre de pages ? En effet, il ne faut pas moins de onze copieux chapitres, réunis dans trois grandes parties, à G. Bonacci pour mener à bien son ambitieux projet. La première de ces parties est consacrée à l'étude des « racines idéologiques et sociales du retour en Éthiopie », la deuxième fait le point sur « le mouvement rastafari et le retour en Éthiopie » et enfin la troisième montre « Les "vrais Éthiopiens" à Shashemene (*sic*) ». L'auteure a rassemblé une ample documentation où, parfois, le lecteur se perd, mais son errance n'est jamais très longue. Cependant, dans le souci de rendre compte d'un ouvrage d'une telle taille et d'un grand intérêt, on se demande, parfois, s'il ne faudrait rédiger un compte rendu de chaque partie pour elle-même. Dans la volonté de raccourcir le temps entre la rédaction et la publication, G. Bonacci n'a pas toujours pris le temps de vérifier un certain nombre d'assertions, heureusement le plus souvent en dehors de son sujet, parfois approximatives et même inexactes. Ainsi, Wal Wal, en territoire éthiopien selon l'accord de 1908 sur le tracé de la frontière éthio-somalienne que l'Italie avait refusé de reconnaître, n'était-il pas vraiment un poste frontière (p. 163). En 1934, Mussolini n'avait pas de visées sur l'Autriche contrairement à ce qui est écrit page 163 : quand il apprit l'assassinat du chancelier Dollfus, il envoya des divisions d'*Alpini* sur le Brenner, obligeant Hitler à renoncer à l'annexion. La rédaction confuse de la page 482 laisse des doutes quant à la date de la fermeture (non pas la « clôture ») du canal de Suez. Elle remonte à la guerre des 6 Jours (juin 1967) alors que le premier choc pétrolier, qui entraîna l'augmentation des prix des carburants en Éthiopie, a suivi la guerre du Kippour (1973). Elle coïncida, début 1974, avec les mutineries en Érythrée et à Nagalé et la divulgation des images de la famine du Wallo. En 1991, l'Érythrée proclama son indépendance que l'ONU ne reconnut qu'en 1993 à l'issue d'un référendum tenu sous le contrôle d'observateurs internationaux (p. 538). Ces petites imperfections n'altèrent en rien la démonstration, mais leur répétition est parfois gênante.

- 3 Dans la première partie, les deux premiers chapitres font une mise au point utile sur « les retours en Afrique » avec une étude des panafricanismes et nationalismes en s'attachant à la personnalité et à l'œuvre de Marcus Garvey. Son histoire et celle des Caribéens jusqu'à aujourd'hui sont significatives. Quittant l'oppression coloniale, ils ont d'abord migré en masse vers les États-Unis², puis, après la Seconde Guerre mondiale, vers le Royaume-Uni. C'est parce qu'ils ont retrouvé la ségrégation en Europe et en Amérique qu'une partie d'entre eux a espéré, par le retour en Afrique, rompre avec la sujétion. La macule de l'esclavage y rendait impossible toute cohabitation avec les Blancs. on ne peut que se rallier à l'exposé que G. Bonacci fait de l'« éthiopianisme » c'est-à-dire du « retour » en Éthiopie, le seul État africain intact de toute occupation coloniale. En effet, les expériences de rapatriement de descendants d'esclaves transportés au Liberia comme en Sierra Leone se révélèrent des échecs car les descendants d'esclaves s'installèrent au pouvoir, résolus à ne point le partager avec les Africains. Elle montre également combien l'agression italienne « le viol de l'Abyssinie » a accéléré la promotion de l'Éthiopie, et de son souverain, comme symbole de l'Afrique indomptée et indomptable. Hayla Sellasé, abandonné par la SDN, trouva dans l'*Ethiopian World Federation*, le moyen de s'assurer du soutien des États-Unis³ par l'intermédiaire des Afro-américains. Dans les deuxième et troisième chapitres, l'auteure étudie comment les Caribéens s'approprièrent le récit de la *King James Version* de la Bible pour exprimer leur souffrance et leur espoir. Les Européens les ont emmenés en exil comme les Babyloniens avaient déporté les Hébreux, « Peuple élu » et non pas « peuple divin » comme l'écrit G. Bonacci (p. 43). Restauré, le roi des rois prit une initiative décisive :

accorda des terres pour le retour dans une bourgade éloignée aussi dans le dessein d'attirer des cadres qui l'aideraient à reconstruire et moderniser l'Éthiopie. Une poignée vint qui se fixa à Addis Ababa, mais quelques pionniers tentèrent l'aventure lointaine.

- 4 La deuxième partie, près de 200 pages et quatre chapitres, s'efforce de relier l'invention du rastafarisme, en Jamaïque, avec l'Éthiopie, la Grande-Bretagne, les États-Unis et les États africains émergeant de la période coloniale. Le sixième et dernier chapitre de la partie qui anticipe sur la période après-révolutionnaire (1992 : 100^e anniversaire de la naissance de Hayla Sellasé) rend parfois difficile la compréhension de la continuité chronologique qui, jusque-là, avait été respectée. Le chapitre consacré au contexte politico-religieux de la naissance du rastafarisme en Jamaïque apporte des analyses très utiles qui éclairent les relations de pouvoir à l'intérieur de l'Ethiopian World Federation entre les officiers (traduction de l'anglais *officers*, mieux rendus par employés ou cadres) et la « base ». Elles nous montrent aussi les affrontements avec le groupe qui se dénomme « les Tribus d'Israël » et les difficultés à acclimater le rastafarisme en Éthiopie et auprès des Éthiopiens, réticences encore augmentées par les donations de terre. Les Éthiopiens chrétiens *tawahedo* (monophysites)⁴ qui auraient reconnu Hayla Sellasé comme le Messie proféreraient un blasphème et/ou un sacrilège même si, descendant de Salomon, comme son fils David, les *negus* étaient de la même lignée que Jésus (p. 533). Dans un pays où jusqu'à la révolution de 1974, fumer une cigarette était considéré comme une preuve d'adhésion à l'islam, la pratique cultuelle de fumer la *ganja* (cannabis) apparaît comme étrange, incongrue. Qu'il me soit permis d'évoquer un souvenir personnel. En 1970, j'ai assisté à la projection du film relatant l'escala, en 1966, de Hayla Sellasé à la Jamaïque, sur le chemin de Babylone (pp. 294-295). Dans le Théâtre national d'Addis Ababa, comble, le public éthiopien, d'habitude très « participant » au cinéma, regardait, interloqué, ces démonstrations colorées et bruyantes, alors que dans la capitale, à son passage, on arrêta les voitures et les autobus, coupait les moteurs, descendait des véhicules et se courbait profondément. Le tout dans un silence impressionnant.
- 5 Dans cette même partie, les paragraphes consacrés au « Shashemene Land Grant Development and Re-settlement » et à la « révolution éthiopienne et les Rastas » insistent à juste titre sur le « contexte éthiopien » qui est le cœur de la dernière partie. En effet, l'octroi de terre dans un contexte de précarité de la tenure ne pouvait que déclencher des remous. De même, une révolution, « qui avait tué le père » et se réclamait du matérialisme historique, ne pouvait que suspecter les zélés de *ras* Tafari, nom sous lequel Hayla Sellasé était connu avant son couronnement en 1930. Fallait-il placer ces paragraphes avant le dernier chapitre de la partie consacrée à l'« Internationalisation et [aux] diversités des arrivées à Shashemene » ? Fort intéressants, malgré tout, ces paragraphes ne devraient-ils pas être rattachés à la partie suivante ?
- 6 Dans la dernière partie, G. Bonacci retrace les péripéties, parfois complexes, de l'installation puis de l'insertion des rapatriés rastafariens à Shashamané. Elle mobilise, à cette occasion, des enquêtes très précises auprès des pionniers du « retour » et sa connaissance étendue de l'histoire et des données géopolitiques de l'Éthiopie contemporaine. Elle pose la question : la greffe a-t-elle pris ? La réponse, où l'on sent une sympathie certaine pour les rapatriés que l'auteure assume avec lucidité, montre la lente insertion d'une nouvelle ethnie (p. 589), d'une nouvelle nation (p. 591) dans la

république fédérale d'Éthiopie. Peut-être, l'auteure n'insiste-t-elle pas assez sur les conséquences de la croissance fulgurante de Shashamané : 11 792 habitants au recensement de 1970⁵ et près de 100 000 habitants moins de quarante ans après ! Les concessions, octroyées à la périphérie lointaine de la ville, sont maintenant aux portes du territoire urbain, soumis à la spéculation foncière et à la quête de revenus d'une municipalité désargentée. Étape obligée des camionneurs sur la route du Sud et du Kenya, c'est, nuit et jour, un vacarme de moteurs, des nuages de fumées et de poussière, des bars à prostituées, des trafics en tout genre. C'est la seule ville d'Éthiopie, à ma connaissance, où l'on conseille de « faire attention » la nuit. En 1971, en panne à Shashamané, j'ai ignoré la présence des rastas éloignés d'une bourgade de garages et cafés. En 2008, leur temple s'affiche dans un vaste enclos, rattrapé par la croissance urbaine et situé au départ de la déviation qui évite la ville. Il fait face à un hôtel de l'Unité africaine où l'Afrique s'incarne dans la statue d'une fière Oromo. Refoulé une première fois en janvier 2008, j'ai pu y pénétrer, en août, grâce à un guide éthiopien et moyennant quelque menue monnaie. Accessible aux touristes, un petit musée rassemble des photographies de *Jah* Hayla Sellasé, des instruments de culte, des tissus et des écrits prônant la consommation du cannabis. Les entretiens avec Paparaki, se présentant comme le responsable du temple, s'y déroulèrent en anglais.

- 7 Les obstacles qui retardent, entravent, empêchent (?) l'établissement et l'insertion des Rastafariens en Éthiopie, en général, et à Shashamané, en particulier, mêlent étroitement la culture, la religion et l'accès à la terre. G. Bonacci les traite avec honnêteté et en montre l'intrication complexe. Toutefois, elle ne tient pas assez compte de la structure fédérale du pouvoir et de l'appartenance de la ville et de ses alentours à la région-État fédérale *Oromiyaa*⁶. Pendant la Révolution, bénéficiant de la protection très discrète de leurs ambassades, les rapatriés n'ont pas subi les exactions les plus graves réservées aux Éthiopiens ordinaires. Cette immunité leur a valu, et l'auteure le mentionne, une certaine hostilité de la part des Oromo, leurs voisins. En cas de conflits, les autorités locales ne sont-elles pas moins sensibles aux pressions internationales ? L'auteure aborde la question du statut de la terre que Hayla Sellasé octroya à Shashamané aux « Peuples noirs du Monde » (p. 432) pour leur (ré)installation à la demande de l'Ethiopian World Federation et qui, après de longues péripéties, échut aux Rastafariens. Sous l'Ancien Régime, le *negus* confisquait les droits sur la terre des peuples vaincus qui devenaient *ipso facto* tenanciers précaires à part de fruit. C'était le cas de la moitié méridionale de l'Éthiopie conquise par les troupes de Menilek II (1889-1913). Le souverain récompensa les soldats et leurs chefs et le clergé en leur cédant, le temps de leur fonction, des concessions foncières (*madariya*), avec les paysans pour les cultiver, suivant leur rang, leur mérite ou leur faveur. Les maîtres des droits sur le sol, non contents de percevoir une part de la récolte sur leur domaine, exigeaient des corvées et percevaient pour le trésor royal le tribut (*geber*)⁷ dont il retenait, légalement, une partie comme rétribution (p. 435). L'exploitation des tenanciers tributaires (*gäbbar*) continua sous le règne de Haylä Sellasé et ne fut abolie qu'après la Réforme agraire de 1915. Féodalité ? Colonisation ? Le débat est ouvert. Pour G. Bonacci, les terres données aux rapatriés, pourtant en vertu du droit de conquête, ne peuvent être assimilées aux concessions⁸ que les *negus* octroyèrent à leurs soldats. Les paysans oromo ont-ils vu la différence ? Les Piper, une des premières familles installées, écrivaient dans une lettre : « Notre colonie⁹ n'est pas dans la forêt, elle est située des deux côtés de la route qui mène au Kenya [...] » (p. 449). Il est vrai que colonie n'implique pas forcément colonialisme, mais cet emploi est révélateur. Cette

concession aux rapatriés ressemble plutôt aux grandes fermes commerciales, à participation étrangère, dont l'État avait encouragé, après 1960, l'installation dans la vallée de l'Awash et le Rift en expulsant éleveurs et agriculteurs dépouillés des droits sur la terre de leurs ancêtres. Au moment de la Réforme agraire, les expulsés envahirent ces grandes exploitations que leDärg (la junte militaire) nationalisa : étrangers, les rapatriés furent épargnés. Certes, ceux qui louaient des journaliers et des domestiques locaux, payaient mieux que les maîtres éthiopiens, mais le sort des employés n'étaient pas meilleur (p. 529)...

- 8 G. Bonacci s'interroge enfin sur l'intégration de ces Éthiopiens « lointains », ces Éthiopiens de « conversion », à l'Éthiopie contemporaine cinquante ans après les premières installations. Constatons que les unions exogamiques demeurent peu fréquentes. Sont-ils une ethnie de plus ou alors une nouvelle nation parmi les peuples – nations et nationalités dont l'existence et le droit à la sécession sont reconnus par la constitution de l'Éthiopie fédérale ? L'auteure constate que sous leDärg, les Jamaïcains ont fait preuve, pour survivre, de « protectionnisme culturel » (p. 521), d'« autarcie culturelle » (p. 525). La lecture de la troisième partie et ma propre visite à Shashâmané montrent que la préservation du message rastafarien entraîne l'isolement. Peut-être est-ce la réaction inévitable d'un petit groupe qui se sent inéluctablement menacé de disparition ? Toutefois, la communauté a su faire des concessions : elle paie l'impôt foncier sur les 18 parcelles qui, réduites, ont été cadastrées. En échange, les autorités ont fait une exception de taille car les étrangers, depuis la guerre italo-éthiopienne, ne peuvent posséder la terre et ne sont que des concessionnaires. Comme G. Bonacci le précise page 594, depuis le conflit éthio-érythréen (1998-2000) l'acquisition de la nationalité éthiopienne est devenue plus contraignante. En effet, l'Érythrée ayant été annexée pendant près de trente ans à l'Éthiopie, les cas de binationalité étaient nombreux. Néanmoins, la déclaration d'un Rasta de Shashâmané : « Rasta est le seul corps étranger qu'ils [les Éthiopiens] acceptent comme l'un des leurs », rapportée page 591 indique l'avenir probable de cette communauté. Les Éthiopiens n'ont-ils pas, en un siècle, absorbé les Yéménites, les Levantins et les Italiens « ensablés », ces derniers ayant pourtant participé à une invasion particulièrement cruelle ? L'auteure reprend à son compte les conclusions d'un chercheur éthiopien qui affirme que « les Rastas en Éthiopie [peuvent être analysés] comme un groupe ethnique à partir des définitions classiques de Max Weber et Fredrik Barth » (p. 589). Peut-être le fédéralisme, ethnolinguistique plutôt qu'ethnique, qui a présidé à la construction de l'Éthiopie depuis la chute des militaires en 1991, facilitera-t-il l'insertion des Rasta ? Il reste, toutefois, encore un long chemin à parcourir même si un chemin important a été parcouru. En 1970, Noel Dyer, qui s'insurgeait contre l'appellation de pionniers, déclarait : « Je ne suis pas un pionnier, c'est ici mon héritage. Je suis revenu à mon héritage » (p. 542).
- 9 Le frein à l'acceptation en Éthiopie de ceux que l'on connaît désormais sous le nom de Rasta reste sans doute le rapport à la terre. Il leur faut en passer par l'usage qui veut que l'on concède de la terre à celui qu'on accueille. Qu'il réclame « son » héritage, qu'il se dise « rapatrié », c'est à coup sûr entrer dans des conflits inextinguibles. on pense, en lisant cet ouvrage, à un autre mouvement contemporain de retour, d'exode lui aussi, *l'alya* des Juifs en Palestine. Tous les deux plongent leur racine dans l'interprétation de la Bible et aboutissent à l'identification au Peuple élu qui revient dans la terre dont il a été chassé. on voit que ce livre passionnant s'ouvre sur les grandes questions de ce monde. Il apporte des connaissances nouvelles sur les mouvements de retour en

Afrique, des Africains d'Amérique et d'Europe. Il nous montre comment l'Éthiopie dans un moment difficile, grâce à la perspicacité de Hayla Sellasé, a été élevée au rang d'Afrique authentique, de « Surafrique ». Il pose de façon lucide la question de l'installation de ces communautés dans une Éthiopie en proie à la Révolution, à la Réforme agraire et à l'augmentation de la pression foncière. Le livre de G. Bonacci relie des champs scientifiques jusque-là séparés : les études du panafricanisme, des mouvements du retour, du rastafarisme (jusqu'à y compris ses textes et sa musique) et les études éthiopiennes. C'est un travail pionnier.

NOTES

1. Il aurait été judicieux de transcrire, au moins une fois, les termes éthiopiens dans une graphie la plus proche de la prononciation locale : l'auteure, éthiopisante, en a les moyens ! Elle aurait ainsi évité quelques imprécisions auxquelles se sont ajoutées des fautes d'impression (glossaire).
2. Le général Colin Powel, commandant en chef de la coalition internationale en Irak, en 1991, puis secrétaire d'État de Bush (2000-2004) est d'origine jamaïcaine.
3. Les États-Unis, l'URSS, le Mexique refusèrent de reconnaître l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie.
4. L'Église éthiopienne, comme les Coptes, les Arméniens et les Jacobites, a rompu avec Rome et constantinople en refusant les canons du concile de chalcédoine qui reconnaissent Jésus, vrai homme et vrai Dieu. On l'appelle (et elle s'appelle) à tort « orthodoxe » sans doute pour la distinguer (et être distinguée) des Églises de mission.
5. Voir A. GASCON, *La Grande Éthiopie, une utopie africaine*, Paris, CNRS Éditions, 1995, p. 106.
6. G. Bonacci fait d'ailleurs quelques erreurs bénignes en oromo : *mana* (maison) est préférable à *mena* ; *malkaa* (p. 432) signifie : gué, confluent, abreuvoir.
7. G. Bonacci confond, semble-t-il, *geber* et *gäbbar* (p. 422).
8. Appelées *gašša* (bouclier) en raison de leur origine militaire, leur étendue correspondait, non pas à 40 ha comme l'a écrit l'auteure (p. 435), mais à l'équivalent du revenu procuré par 40 ha de bonnes terres.
9. Mes italiques.